



## SITUATION PROFESSIONNELLE

### Position administrative :

☐ non titulaire
 ☐ titulaire
 ☐ retraité(e)
 ☐ ayant cause

Grade : .....

### Etablissement d'affectation

Nom : .....

Adresse : .....

Code postal :                Ville : .....

Date d'affectation :                        

## ENFANT ET SEJOUR CONCERNES

<u>ENFANT</u>	NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE
<u>SEJOUR</u>	INTITULE	ADRESSE	DATES

Le demandeur certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis sur le présent dossier

Fait à ....., le .....

Signature :

La loi rend passible d'amende quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations  
(article 441.1 du Code pénal)

## PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

Quotient familial : .....

Strasbourg, le

### Imputation budgétaire :

Pour le recteur et par délégation  
Le chef de bureau DPAE 3

☐ Public 0214 06 05 / 0214 GEST STRA / RECSAXO067

☐ Privé 0139 12 / 0139 STRA RECT / RECFINA067

☐ Supérieur 0150 15 01 / 0150 CENT STRA / RECSAXO067

Hicham MOUBTAKIR

Numéro tiers chorus : .....

	Participation de la famille	Nombre de jours	Taux	Total	Numéro DP
<u>PIM</u>					
<u>ASIA</u>					

## **Prestation InterMinistérielle (PIM)**

### **Action Sociale d'Initiative Académique (ASIA)**

#### **PRINCIPES GENERAUX**

Sont bénéficiaires (pour une quotité de travail minimale de 50 %) : les agents titulaires et les stagiaires en position d'activité, les maîtres de l'enseignement privé sous contrat, les retraités et les agents contractuels de droit public en activité dont le contrat est supérieur ou égal à 10 mois pour la PIM (paiement après 6 mois d'ancienneté cumulée) et 6 mois pour l'ASIA.

Les assistants d'éducation ne peuvent prétendre qu'aux ASIA.

Les prestations d'action sociale sont des prestations à caractère facultatif, il résulte de ce principe qu'elles ne peuvent être accordées que dans la limite des crédits prévus à cet effet pour l'année civile en cours et que leur paiement ne peut donner lieu à rappel. **Le délai de recevabilité du dossier est fixé à un an à compter du premier jour du séjour pour lequel la prestation est demandée.**

Les subventions sont soumises à condition de ressources (voir quotient familial - plafond selon prestation - cf. tableau joint).

Le calcul est fait par référence au revenu brut global figurant sur l'avertissement fiscal reçu l'année précédant le séjour. Le quotient est obtenu en divisant le revenu brut global par le nombre de parts fiscales indiqué sur cet avertissement (pour un couple vivant maritalement, il y a lieu de prendre en compte les ressources et les parts fiscales des deux concubins).

Pour les cas particuliers (modification de la composition de la famille), le nouveau nombre de parts est pris en compte sur présentation des justificatifs.

#### **CATEGORIES DE SEJOURS**

**Voir tableau joint**

#### **PIECES A JOINDRE LORS DE LA PREMIERE DEMANDE OU POUR TOUTE MODIFICATION**

- \* un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du parent demandeur
- \* une copie du livret de famille dans son intégralité
- \* dans les cas particuliers : séparation ou divorce (copie partielle du jugement ayant trait à la garde des enfants ou attestation de l'avocat si séparation en cours)

## **PIECES A JOINDRE A CHAQUE DEMANDE**

- \* un formulaire de demande par enfant et par prestation
- \* une attestation de séjour et de prix en double exemplaire (**(l'original + 1 photocopie)**) portant le cachet et la signature de l'organisme, établie au plus tôt à la fin du séjour, précisant :
  - le lieu, la période et le mode de séjour (notamment s'il s'agit d'une pension complète ou d'une demi-pension)
  - le nombre de jours de présence
  - la somme versée par les parents pour l'enfant
  - le numéro de déclaration du séjour de vacances par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (indispensable), sauf pour les séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif.

**Important** : *Concerne les demandes **de subvention en centre familial de vacances agréé et gîte de France ou séjour en camping.***

*La prestation ne pourra être accordée que sur présentation d'une **facture acquittée aux nom et prénom du demandeur, lisible, détaillée, listant tous les participants du séjour et comportant obligatoirement le numéro de Siret.***

- \* une attestation sur l'honneur, afin de savoir si la famille a bénéficié ou non d'un autre avantage social. Dans l'affirmative, joindre un justificatif indiquant le montant perçu par enfant
- \* une copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition reçu l'année précédant le séjour, concernant les revenus N-2. En cas de vie maritale, joindre les deux avis d'imposition (à fournir lors de la 1<sup>ère</sup> demande de l'année civile)
- \* une copie du dernier bulletin de paie du parent demandeur (à fournir lors de la 1<sup>ère</sup> demande de l'année civile). Pour les contractuels, joindre obligatoirement une copie du contrat.

**Les dossiers complets doivent être transmis au rectorat.**

### **RECTORAT – DPAE 3 - ACTION SOCIALE**

**Adresse postale** : 6 rue de la Toussaint - 67975 STRASBOURG CEDEX 9

**Accueil du public** : 27 boulevard du Président Poincaré - 67000 STRASBOURG

Site : [www.ac-strasbourg.fr](http://www.ac-strasbourg.fr)

@ : [ce.action-sociale@ac-strasbourg.fr](mailto:ce.action-sociale@ac-strasbourg.fr)

☎ 03 88 23 35 85

☎ 03 88 23 35 89

**TOUT DOSSIER INCOMPLET NE SERA PAS PRIS EN COMPTE**



# ACADÉMIE DE STRASBOURG

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## CATEGORIES DES SEJOURS : TAUX 2025

PRESTATIONS	<u>Prestations Interministérielles</u>	<u>Actions Sociales d'Initiative Académique</u>
	(PIM)  Taux au 1 <sup>er</sup> janvier 2025	(ASIA)  Taux au 1 <sup>er</sup> janvier 2025
<b><u>Centres de vacances avec hébergement</u></b>  - numéro de déclaration du séjour délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale  - âge : de 4 à moins de 18 ans le 1 <sup>er</sup> jour du séjour	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  4 à 12 ans = 8,40 € par jour 13 à 18 ans = 12,70 € par jour  45 jours maximum par an et par enfant	<b>Quotient Familial ≤ 15 000 €</b>  4 à 12 ans = 8,40 € par jour 13 à 18 ans = 12,70 € par jour  30 jours maximum par an et par enfant
<b><u>Centres de loisirs sans hébergement (hors périscolaire)</u></b>  - numéro de déclaration du séjour délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale  - âge : moins de 18 ans le 1 <sup>er</sup> jour du séjour	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  6,06 € par journée complète 3,06 € par demi-journée  Nombre de jours par an non limité	
<b><u>Centres familiaux de vacances agréés et gîtes de France</u></b>  - agrément du Ministère de la Santé ou du Ministère du Tourisme  - âge : moins de 18 ans le 1 <sup>er</sup> jour du séjour  <b>Cas particulier des enfants handicapés :</b> âge porté à 20 ans, sans conditions de ressources, si l'enfant est atteint d'une incapacité au moins égale à 50 %  <b>NOTA :</b> sont exclus les locations de meublés par particuliers, les agences immobilières ou les syndicats d'initiatives et/ou les autres structures non agréées	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  8,40 € par jour en location simple 8,84 € par jour en pension complète  45 jours maximum par an et par enfant	

<b><u>Séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif : 5 jours minimum</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- attestation de l'établissement scolaire</li> <li>- 1 séjour par enfant et par année scolaire</li> <li>- âge : moins de 18 ans le 1<sup>er</sup> jour du séjour</li> </ul>	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  4,14 € par jour  ou un forfait de 87,05 € pour 21 jours consécutifs au moins	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  4,86 € par jour  ou un forfait de 190 € pour 21 jours consécutifs au moins
<b><u>Séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif : moins de 5 jours</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- attestation de l'établissement scolaire</li> <li>- 1 séjour par enfant et par année scolaire</li> <li>- âge : moins de 18 ans le 1<sup>er</sup> jour du séjour</li> </ul>		<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  10 € par jour
<b><u>Séjours linguistiques</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- organisés ou financés par les administrations de l'état ou par convention avec un prestataire de service</li> <li>- choisis par les parents et organisés par des personnes titulaires d'une licence d'agent de voyage, titulaire de l'agrément accordé par arrêté préfectoral</li> <li>- mis en œuvre pendant les vacances scolaires par les établissements dans le cadre des appariements</li> <li>- âge : moins de 18 ans le 1<sup>er</sup> jour du séjour</li> </ul>	<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  moins de 13 ans = 8,40 € par jour 13 à 18 ans = 12,71 € par jour  21 jours maximum par an et par enfant	
<b><u>Séjours en Camping</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- âge : moins de 18 ans le 1<sup>er</sup> jour du séjour</li> <li>- librement choisi en France ou à l'étranger</li> </ul>		<b>Quotient Familial ≤ 12 400 €</b>  9 € par jour et par enfant (un montant minimal de 4 € par séjour et par enfant reste à la charge de la famille)  21 jours maximum par an et par enfant
<b><u>Séjours en centres de vacances spécialisés (enfants handicapés)</u></b>	<b>Sans conditions de ressources</b>  23,96 € par jour	